

## Quo vadis, Polonia ?

Jolanta KURSKA

**En Pologne, la victoire du PiS en 2015 a mis un terme à 25 ans d'efforts pour construire la démocratie libérale. Derrière le mot d'ordre du « bon changement », se cache en fait un Etat fortement centralisé ayant l'ambition de contrôler la société civile et de démanteler tous les contre-pouvoirs. Seule une mobilisation de la société civile polonaise et de l'Europe pourrait le détourner de son projet d'installation durable d'une autocratie.**

Depuis le crash de l'avion présidentiel de Lech Kaczyński à Smolensk le 10 avril 2010, des commémorations organisées devant le Palais présidentiel à Varsovie ainsi qu'à travers toute la Pologne rendent chaque année hommage à la mémoire des victimes de ce que Lech Wałęsa a appelé un « deuxième désastre après Katyń ». Rien d'étonnant car cet accident a fait 96 morts, dont le président de la République, son épouse, et des représentants des plus hautes instances de l'État. Or le président avait pour frère jumeau Jarosław, qui dirige depuis 2003 le parti sorti vainqueur des récentes élections présidentielles et législatives de 2015, Droit et Justice (Prawo i Sprawiedliwość ou le PiS). Une fois passés les premiers moments d'abattement et de sincère tristesse, exprimés unanimement par les Polonais, est venu le temps de la réactivation du mythe de la martyrologie polonaise, qui – doit-on le préciser – n'exalte pas l'ensemble de la société polonaise.

Cela étant, les télescopages historiques sont toujours parlants. Ils éveillent des émotions fortes, des sentiments d'émoi douloureux et d'angoisse. La proximité du site du crash avec la destination de la délégation polonaise, le lieu où exactement 70 ans auparavant, au printemps 1940, furent assassinés des milliers d'officiers polonais par le NKVD, la police politique soviétique, justifia l'idée qu'il s'agissait du « deuxième Katyń ». Un bégaiement de l'histoire pour qui y voyait un attentat contre les élites polonaises, de même que la mort tragique du président Kaczyński rappelait à certains celle de Władysław Sikorski, premier ministre du gouvernement polonais en exil depuis 1939, lui aussi mort dans un crash d'avion au-dessus de Gibraltar en 1943.

Ces télescopages historiques ont aussi été efficacement utilisés pour créer l'adhésion à une vision complotiste de l'accident, cherchant à faire croire qu'il s'agissait d'un complot russe ou d'une tentative de coup d'État, orchestrés par Moscou. Les commémorations organisées par le PiS ayant vite pris l'allure de manifestations contre le gouvernement de Donald Tusk, ces télescopages ont mieux permis de pointer du doigt la responsabilité supposée de Vladimir Poutine et de la Russie, et surtout celles du président Komorowski, du premier ministre Donald Tusk ainsi que de ses ministres impliqués dans l'enquête, tous accusés de trahison ou, dans le meilleur des cas, de graves négligences. D'année en année augmentait le nombre de Polonais pensant qu'il avait pu s'agir d'un attentat plutôt que d'un accident dû notamment à l'erreur des pilotes. Par ailleurs, l'exploitation politique de la

catastrophe de Smolensk, outre le fait qu'elle ait servi à générer et consolider une communauté partisane, a permis ensuite d'exclure tous ceux qui n'y adhèrent pas.

Ainsi, le mythe de la martyrologie polonaise a été fortement revigoré par les événements du 10 avril 2010. Plus que l'expression d'un dolorisme exalté, pour Jaroslaw Kaczyński et son parti, cette date tragique devait désormais marquer une césure dans l'histoire de la Pologne de l'après 1989, contribuer à l'avènement d'un temps nouveau en permettant de mieux distinguer le « nous » exclusif des porteurs de la souffrance nationale face aux « autres », et d'imposer la supériorité des victimes par association avec celles des « deux Katyń » et par opposition à ceux qui n'étaient plus désignés que comme « eux ».

Comme si cette étape discursive ne suffisait pas, la victoire du PiS en 2015 a donné une tout autre dimension à ces célébrations : elles ont pris un caractère de réels happenings politiques pendant lesquels, une fois de plus, se joue et se rejoue le mythe de la Pologne sacrifiée. Le Président défunt a été métamorphosé en héros et symbole de la nation, pendant que son frère jumeau, Jarosław, occupe ouvertement le devant de la scène.

Garde militaire, inauguration de monuments, l'érection de nombreuses stèles dressées devant les bâtiments publics portant des inscriptions pour le moins controversées car insinuant l'attentat<sup>1</sup>, toutes ces commémorations sont venues corroborer une irrationnelle rhétorique sacrificielle<sup>2</sup> dont le but a semblé, dès le début, foncièrement politique : élever la catastrophe de Smolensk au rang de mythe fondateur d'une nouvelle Pologne. Et même si la forme qu'elle devrait prendre n'est pas encore claire, on voit d'ores et déjà le spectre d'un autoritarisme pointer à l'horizon.

### « La dictature du cœur »

La Pologne serait-elle donc déjà « au royaume du kitsch où s'exerce la dictature du cœur »<sup>3</sup> ? Milan Kundera affirmait par ces mots que, lorsque le cœur parle, la raison n'élève plus d'objections. Car les émotions convenues nourrissent toujours une vision euphorique et exaltée de la réalité/du passé, tout en excluant de potentielles contradictions. La pensée critique s'efface devant la sentimentalité complaisante. Aussi le monde des idées fixes est-il le terrain préféré du kitsch et le kitsch l'arme de propagande préférée des régimes autoritaires, voire totalitaires.

Qu'en est-il de l'esthétique standardisée du parti de Jaroslaw Kaczyński ? Ayant recours à des vérités préétablies et à des *topoi* tels que justice, égalité, national=catholique, « bon changement<sup>4</sup> », elle flatte le sentimentalisme, la mièvrerie nationale et religieuse, afin

---

<sup>1</sup> Le monument de Lech Kaczyński installé en 2016 devant la mairie de Varsovie porte l'inscription suivante : « En mémoire du Président Lech Kaczyński tombé [*sic*] au service de la patrie ». Le terme est celui utilisé pour les soldats morts au combat. Comme si Lech Kaczyński avait été tué dans un attentat et non dans un accident d'avion.

<sup>2</sup> Suite aux partages de la Pologne (1772, 1792 et le dernier qui mit fin au royaume en 1796) et à l'effondrement répété de la souveraineté nationale, ou encore aux échecs des insurrections, un mythe consolateur s'est créé d'une nation vouée au sacrifice, tel le Christ. « Le messianisme polonais » est un courant identifié essentiellement à un penseur romantique polonais, Andrzej Towiański, et au poète majeur du romantisme polonais, Adam Mickiewicz.

<sup>3</sup> Milan Kundera, *L'insoutenable légèreté de l'être*, collection Folio, Malesherbes, avril 2010, p. 361.

<sup>4</sup> « Le bon changement », principal thème des deux campagnes électorales du PiS en 2015. Prétendant que « la Pologne était en ruine », il fallait « un bon changement » que le PiS était le seul capable de produire. Aujourd'hui, ce slogan s'est dévalué : il est identifié à la paralysie du Tribunal constitutionnel, les limogeages des fonctionnaires, la mainmise sur les médias publics etc. Il est transformé depuis en sarcasme par l'opposition.

de créer une « communauté de sentiments », de susciter l'adhésion du plus grand nombre de sympathisants. La facilité avec laquelle ce parti a réussi à promouvoir en quelques mois le mythe de l'héroïsme des « soldats maudits<sup>5</sup> », *desperados* anticommunistes de l'après-1945, au détriment, par exemple, de celui de l'État clandestin entre 1939 et 1944, de Solidarité ou encore du mythe des négociateurs de la Table ronde, fit comprendre à Kaczyński que la mémoire collective était malléable et que la « bonne » gestion des émotions de la nation, tant réaffirmée et glorifiée depuis la prise du pouvoir en octobre 2015, pouvait non seulement consolider une communauté partisane, mais aussi permettre de mieux contrôler son propre camp.

Il va sans dire que le PiS, animé par le ressentiment vis-à-vis d'adversaires dont il veut se venger introduit facilement la « religion » de Smolensk dans les manuels d'histoire et les programmes d'enseignement. Ces adversaires n'ont-ils pas cherché à détruire la tradition patriotique polonaise ? Leur incompétence, leur corruption et leurs mensonges avérés n'ont-ils pas conduit le pays à « en ruine »<sup>6</sup> ? Les principaux dogmes de cette « religion » sont la glorification du défunt président Lech Kaczyński et la punition des responsables politiques de « l'ancienne » Pologne, notamment de Donald Tusk<sup>7</sup> et de son équipe, dans les manuels d'histoire et les programmes d'enseignement. S'ajoutent à cela les demandes pressantes d'ériger à tout va des monuments à la mémoire de l'accident qui, eux aussi, ont pour but d'aider le camp de Kaczyński à marquer sa domination dans la vie publique. Et cela, pour longtemps, semble-t-il. Cette « frénésie » iconographique et épigraphique, entraînant l'annexion de l'espace public par les images des héros-porteurs de la souffrance nationale, comme calquée sur le modèle impérial romain, permet d'introduire des schémas de leur « autoreprésentation » dans les différentes couches de la société polonaise. Leurs images étant omniprésentes, elles deviennent « un référent absolu »<sup>8</sup>. Sans oublier les reconstitutions d'événements héroïques qui relèvent souvent plus du folklore que du récit historique et imposent une interprétation simplifiée, voire simpliste, à un public parfois peu renseigné.

Kaczyński échappera-t-il au kitsch qui accompagne cette hyperbolisation identitaire ? Rien n'est moins sûr. Le film sur Smolensk récemment produit par le réalisateur Antoni Krauze fut un flop total, y compris aux yeux de Jarosław Kaczyński lui-même qui a freiné sa sortie dans les cinémas en Pologne. Il en a été de même avec les statues du défunt président, Lech Kaczyński, dont la qualité artistique laissait beaucoup à désirer, au point où même les acolytes les plus dévoués du PiS ont du mal à y reconnaître « leur » Président.

Si le kitsch est l'esthétique dominante des autoritarismes, il sombre, dans la démocratie et l'espace du pluralisme, sous le poids de l'ironie, du sarcasme et de la critique.

---

<sup>5</sup> En polonais *Żołnierze wyklęci*, membres des mouvements de résistance polonaise qui continuèrent leur combat armé contre le gouvernement stalinien en Pologne après 1945. Selon la politique historique du PiS, ce sont des héros sans faille, dont l'héroïsme doit être célébré en l'absence de toute critique. Or il s'agissait de formations militaires qui, dans leurs actes de guérilla, n'hésitaient pas parfois à commettre des meurtres ayant pour victimes la population civile polonaise, biélorusse ... de même que des juifs. Ces actions étaient par ailleurs d'emblée condamnées à l'échec.

<sup>6</sup> Un des thèmes de la campagne du PIS fut « la Pologne en ruine ».

<sup>7</sup> Ancien Premier ministre et un des fondateurs du parti Plateforme civique, grand perdant aux dernières élections de 2015. Depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2014, il est président du Conseil européen.

<sup>8</sup> Voir les actes du colloque *Autocélébrations des élites locales dans le monde romain*, Clermont-Ferrand, Presses universitaires Blaise Pascal, 2004, p. 32.

Aussi faut-il que Kaczyński « les étouffe<sup>9</sup> » ou les bannisse. Ce qu'il s'évertue, semble-t-il, à faire depuis novembre dernier.

### **En finir avec la « didactique de la honte »**

Pendant la campagne présidentielle menée par le candidat du PiS, Andrzej Duda, élu en mai 2015, de même que lors de la campagne pour les législatives de 2015, Jarosław Kaczyński et les « faucons » de son parti se sont efficacement effacés, faisant croire à leurs électeurs potentiels à un réel changement des méthodes et du langage jusqu'alors radicaux, utilisés par ce parti, déjà au pouvoir en 2005. Cependant, le revirement a été rapide après la victoire de novembre 2015. La brebis a vite montré ses dents de loup. Car Jarosław Kaczyński ne comptait nullement rester en dehors du jeu politique. Et même s'il n'est aujourd'hui qu'un simple député du PiS et président du parti, c'est toujours lui qui fait la pluie et le beau temps au sein de l'actuel gouvernement dirigé officiellement par Beata Szydło ainsi que chez le président Duda. Et cela, sans en assumer une quelconque responsabilité !

Quels projets se cachent derrière le spectacle-kitsch du « bon changement », promis et réalisé sans relâche par les vainqueurs des élections de 2015 ?

Malgré les valeurs portées sur ses étendards – catholicisme, tradition, patrie et nation — et contrairement à la caractérisation qu'en donnent certains analystes — le PiS n'est pas un parti conservateur qui opérerait notamment pour le réalisme en politique et rejetterait les méthodes révolutionnaires. L'idéal du PiS est un État fortement centralisé, contrôlant pleinement les institutions locales et celles de la société civile, et ses méthodes rappellent davantage le jacobinisme révolutionnaire que le traditionalisme contre-révolutionnaire. Il agit comme si sa légitimité était acquise pour toujours et comme si la victoire électorale lui accordait tout privilège pour mettre ses idées en place. Aussi n'hésite-t-il pas à démanteler le système de contrôles et de contrepoids de l'État, tel par exemple le Tribunal constitutionnel ou le CSA polonais, à faire voter de nouvelles lois, controversées et antidémocratiques, à recourir à de nouveaux instruments financiers ainsi qu'à la censure dans les médias publics, totalement inféodés à l'actuelle majorité.

Le PiS est donc un parti national-populiste maniant avec maestria la démagogie. Sa campagne électorale fut marquée par les promesses populistes, telles par exemple la baisse de l'âge de la retraite et celle des impôts, l'augmentation des allocations familiales, les médicaments gratuits pour les retraités, etc. Aujourd'hui, il fait difficilement face aux énormes attentes de ses électeurs.

Par ailleurs, en hypostasiant l'idée de la nation, dont les racines – rappelle Kaczyński – sont essentiellement catholiques, et qui serait le seul rempart contre les menaces qui guettent le pays, tel l'afflux de réfugiés musulmans, le pouvoir en place se fait le héraut de la politique de restauration de la fierté nationale, du « relèvement des genoux ». Il entend ainsi mettre fin durablement à la politique de laxisme et de soumission conduite, soi-disant, par les équipes précédentes aussi bien vis-à-vis de l'UE que face à d'autres partenaires étrangers. En clair, il s'agit d'en finir avec ce que les leaders du parti appellent « la didactique de la honte », qui jusqu'alors empêchait la nation polonaise de tenir son rang aux niveaux européen et international, et freinait le réveil de « cette grande puissance qui sommeille en elle<sup>10</sup> ». Cesser

---

<sup>9</sup> Cezary Michalski, „Misjonarze religii smoleńskiej”, [Les missionnaires de la religion de Smolensk], *Newsweek Polska*, 24 avril 2016, p. 24-26.

<sup>10</sup> Les propos du président Duda prononcés lors des célébrations du 1050<sup>e</sup> anniversaire du baptême de la Pologne, Gniezno, le 22 mars 2016.

d'attendre des puissances occidentales « une reconnaissance entre États égaux<sup>11</sup> », d'accepter que les autres puissent mettre en doute l'héroïsme de la nation polonaise, rejeter « des questionnements ou des critiques<sup>12</sup> » quant à l'attitude antisémite des Polonais avant, pendant et après la Shoah.

À cette fin, la machine de l'administration publique s'est attelée à lutter contre toute allégation d'antisémitisme des Polonais aussi bien à l'étranger qu'à l'intérieur du pays. Le ministère des Affaires étrangères polonaises, la chancellerie du président Duda et, bientôt, l'Institut de la mémoire nationale – dont le fonctionnement sera régi par une loi en préparation – devront veiller à la « bonne image » de la Pologne et s'opposer à tout ce qui pourra nuire à cette dernière. On peut imaginer facilement quelles peuvent en être les conséquences pour les historiens, les journalistes et tous ceux qui réalisent des projets éducatifs dans ces domaines.

À cet égard, le cas de Jan Gross, historien reconnu pour ses travaux sur les Juifs durant la Shoah, est éloquent. Il fut le premier à soulever la question de la participation des Polonais aux massacres antisémites durant la Seconde Guerre mondiale, notamment dans son livre *Les Voisins*, publié en 2001, puis dans d'autres écrits et interviews. Estimant ces travaux « antipatriotiques », le président Andrzej Duda songe à lui retirer la médaille de « l'Ordre du Mérite », récompense qui lui a été octroyée en 1996. De plus, une procédure en justice a été entamée en septembre 2015 contre lui pour diffamation de la nation polonaise.

Kaczyński bénéficie d'un fort soutien de l'Église catholique, dont l'interventionnisme dans les affaires politiques est croissant, malgré les fortes oppositions exprimées aussi bien par certains évêques et prêtres (pas assez nombreux, hélas !) que par une partie des fidèles eux-mêmes, et de ses médias ultra-radicaux, qui furent d'ailleurs un excellent renfort pendant la campagne électorale. Grâce à ces appuis, il peut faire croisade contre la Pologne de l'après 89, qui ne fut à ses yeux qu'une construction cryptocommuniste, et contre ses architectes, de réels « anti-héros » qui pactisèrent avec les communistes en contribuant ainsi au prolongement du communisme en Pologne. Aussi faudrait-il « nettoyer » de fond en comble toutes les structures et administrations de l'État, faire tomber de leur piédestal les Walesa, Michnik, Geremek et autres, et bâtir sur de nouvelles bases une Pologne « saine » et « forte », que plus personne ne pourra humilier. Le PiS veut réécrire l'histoire du pays pour la débarrasser de l'influence du cosmopolitisme et des libéraux, traîtres à « l'intérêt national », compris par ce milieu comme un égoïsme national aigu. Et pour ce faire, peu importe les abus de pouvoir ou les violations des principes démocratiques. La Pologne selon Kaczyński doit être catholique, conservatrice et repliée sur elle-même.

### « L'élément animal »

Pour l'heure, ni les pressions européennes et américaines, ni celles exercées à l'intérieur du pays par des résistances citoyennes raffermies et des manifestations de plus en plus nombreuses contre les violations de l'État de droit ne réussissent à mettre un terme à la marche triomphale des national-populistes polonais. De même qu'aucune critique à l'égard de leur politique n'est considérée comme valable par eux. Bien au contraire !

Très vite les leaders du PiS se sont attribué le monopole du patriotisme, de l'honnêteté et de la vertu, tout en le refusant à ceux qui ne partageaient pas leur vision de la politique ou leur projet de la nouvelle Pologne, y compris aux personnalités qui étaient jusqu'alors unanimement reconnues comme des autorités morales du pays, tel le professeur Władysław

---

<sup>11</sup> Paul Gradwohl, « L'ire et la frayeur en Europe centrale », *Esprit*, n° 423 – mars-avril 2016, p. 76.

<sup>12</sup> *Idem*.

Bartoszewski<sup>13</sup>. Il a cessé d'être « patriote » lorsqu'il s'est mis à critiquer sévèrement le parti et son leader. Mort il y a un an, il est toujours considéré comme un ennemi.

Car Jarosław Kaczyński a une définition bien spécifique du patriotisme. Le patriote ou, alternativement, le « vrai Polonais » rejette la Pologne de l'après 89, car, à ses yeux, elle ne s'est jamais libérée du communisme. Il doit en revanche croire en l'existence d'un réseau secret post-communiste qui aurait gouverné le pays depuis longtemps. Ce « vrai Polonais » veille à la défense de l'intérêt national et des valeurs catholiques, seuls fondements de l'identité nationale, il ne courbe pas le dos devant l'UE et les autres puissances étrangères. Après tout, ce pays a suffisamment souffert lors des partages, puis lors des deux totalitarismes, nazi et communiste nous explique-t-on.

À l'opposé, il y aurait, toujours selon Jarosław Kaczyński qui ne fait pas dans la dentelle pour désigner les ennemis intérieurs de la nation, « les Polonais de la pire espèce », autrement dit « les communistes et les voleurs », « les collaborateurs de la gestapo » ou encore ceux qui « portent le gène de la trahison ». Ces derniers sont des traîtres qui noircissent l'image de la Pologne à l'étranger en parlant aux institutions et à la presse étrangères. Ainsi, chaque prise de parole par Kaczyński est ponctuée d'invectives et d'insultes, qui vont *crescendo*, et s'organisent dans une sorte de spirale, dont l'intensité et la fréquence augmentent à mesure que les résistances de la société polonaise se cristallisent et prennent de l'ampleur.

Mais que dire de ses propos, repris immédiatement en chœur par son entourage, qui vont jusqu'à priver ses adversaires de leur qualité d'humain ? Pour mieux ostraciser, voire compromettre quotidiennement tous ceux qui osent s'opposer, on détruit les repères corporels qui les humanisent ou on les bestialise. Le matraquage de la propagande déshumanisante défigure l'adversaire devenu moins qu'un ennemi, et la bestialisation permet de le rendre haïssable. De ces malfaisants, n'est-il pas, à les en croire, urgent de se débarrasser, ou, à défaut, de réduire leurs potentialités d'actions ? L'histoire n'offre-t-elle pas assez d'exemples de ces pratiques et de leurs conséquences tragiques ? Jarosław Kaczyński en est parfaitement conscient.

Ainsi, lors d'une interview télévisée, il a désigné ses opposants comme « l'élément animal » de la nation, repoussé de la « mangeoire » après la victoire de son parti, tels des cochons privés d'une pitance (qu'ils ne méritaient pas). Des têtes de porc sont d'ailleurs brandies en marge des manifestations du Comité pour la Défense de la Démocratie<sup>14</sup> par des sympathisants du PiS. La référence porcine apparaît également dans un néologisme le « panświnizm<sup>15</sup> », cette « invasion de l'impur », terme utilisé tantôt pour se démarquer de tout ce qui ne constitue pas les « vraies » racines de l'identité polonaise (le catholicisme), tantôt comme une caractéristique des informations et programmes diffusés par les médias publics polonais avant qu'ils ne tombent sous la coupe du PiS.

---

<sup>13</sup> Władysław Bartoszewski (1922–2015) historien et homme politique. Résistant pendant la Seconde Guerre mondiale, « Juste parmi les nations », il fut sénateur et ministre des Affaires étrangères.

<sup>14</sup> Le KOD, Comité pour la Défense de la Démocratie, créé par un ingénieur informaticien, Mateusz Kijowski, en novembre 2015 en réaction à ce qu'il voyait comme la destruction des institutions démocratiques.

<sup>15</sup> Le néologisme « panświnizm » est composé de deux éléments : le préfixe « pan- » marquant une idée de globalité et « świnizm » qui fait référence au phénomène de la généralisation de la « cochonnerie », que l'on pourrait appeler par extension « l'invasion de l'impur ». Le discours de Jarosław Kaczyński en soutien à Anna Maria Anders, candidate aux élections sénatoriales partielles, prononcé lors de sa campagne, le 20 février 2016, à Suwałki (ville du Nord-Est de la Pologne). Ou lors d'une conférence à Włocławek (centre du pays) sur le rôle des médias « nationaux », organisée par une organisation catholique le 22 avril 2016.

Ces pratiques discursives, fortement imprégnées d'émotions négatives de ressentiment, voire de vengeance, sont mortifères pour l'unité de la société polonaise. Elles créent un climat d'inimitié, voire de haine entre les Polonais eux-mêmes, en creusant un fossé infranchissable entre la Pologne de Jaroslaw Kaczyński et celle qui s'oppose à lui. Avec la montée des mouvements d'extrême droite que le parti de Kaczyński cherchera toujours à apprivoiser, ainsi que la création de nouvelles unités paramilitaires de protection du territoire national, qui seront armées et composés de volontaires, y compris de nationalistes membres de mouvements ouvertement antisémites et xénophobes, le risque est grand que ces agressions, jusqu'alors verbales, se transforment en violences plus musclées.

On voit d'ores et déjà, dans plusieurs villes de Pologne, des agressions physiques contre les étrangers perpétrées par les représentants des mouvements d'extrême droite ou leurs sympathisants. Le ton a été donné par J. Kaczyński lui-même lors de sa campagne. Il s'en est pris alors aux ennemis extérieurs de la Pologne. L'afflux des réfugiés et la crise européenne qui en a découlé ont été du pain béni pour son parti. Kaczyński est monté en première ligne pour souligner avec force son refus d'accueillir des réfugiés qui sont, disait-il, « porteurs de maladie diverses » : « du choléra qui sévit déjà sur les îles grecques, de dysenterie à Vienne et de toutes sortes de parasites qui chez ces gens peuvent ne pas être dangereux mais qui peuvent l'être pour les populations locales ». Cette tactique s'est révélée payante pour son parti, qui doit la victoire électorale en grande partie à sa campagne d'encouragement des peurs au sein de la société polonaise face à l'arrivée massive de réfugiés musulmans. Selon le dernier sondage de mars 2016<sup>16</sup>, 73 % de Polonais y sont défavorables. Et il ne sera pas aisé – semble-t-il – de renverser cette tendance.

### **Amertume et colère**

Aujourd'hui, en Pologne, l'amertume et l'abattement devant la dilapidation de tant d'efforts entrepris lors de ces 25 dernières années pour construire la démocratie libérale côtoient un profond sentiment d'indignation. Les mécontentements s'accumulent et la colère gronde comme jamais depuis 1989. Car, paradoxalement, si en 7 mois de gouvernement indirect, Kaczyński a réussi une chose, c'est bien la mobilisation d'une grande partie de la société polonaise contre la dérive autoritaire du pays.

Dès le premier bras de fer entamé peu après la victoire du PiS avec la Cour constitutionnelle afin de l'empêcher de contester les réformes menées par le nouveau gouvernement, la société civile a commencé à se mobiliser par le biais notamment d'un mouvement appelé Comité pour la Défense de la Démocratie. Ce KOD s'est rapidement structuré à travers tout le pays.

Depuis, de nombreuses manifestations se sont succédé à Varsovie et dans les grandes villes de Pologne. Le point culminant : une immense marche à Varsovie le samedi 7 mai dernier, qui a rassemblé près de 250 000 manifestants pour confirmer la présence polonaise dans l'UE. Cette fois, les partis politiques d'opposition étaient également présents. Différents milieux secoués par le « bon changement » – juges, procureurs, journalistes, universitaires, agriculteurs — recourent désormais à diverses formes de protestations : pétitions, lettres, tribunes, marches, etc.

<sup>16</sup>

<http://wiadomosci.onet.pl/kraj/sondaz-polacy-boja-sie-zamachow-i-sa-przeciw-przyjmowaniu-uchodzcow/5hr4vk>

Conscients que le PiS ne va pas s'arrêter de si tôt dans sa prise de contrôle de tous les leviers du pouvoir, les Polonais sont de plus en plus nombreux à soutenir les actions du KOD. Selon un sondage de mai 2016<sup>17</sup>, ils sont 53 % à le déclarer. D'autant que cette dynamique de domination autoritaire risque de perdurer. Le PiS prépare d'ores et déjà de nouveaux outils électoraux (découpage des circonscriptions et changement du mode de scrutin) pour garder le pouvoir bien au-delà du mandat de quatre ans. Qui plus est, pour l'heure, l'alternative politique semble hélas inexistante. Divisée et faible, l'opposition ne paraît pas être à même de créer une nouvelle symbolique politique qui consoliderait une alliance autour des revendications exprimées par les sympathisants du KOD, et qui pourrait efficacement faire face à la poussée national-populiste.

La création, au début du mois de mai 2016, d'une coalition de plusieurs partis démocratiques et pro-européens, parrainée par le KOD, sous le nom de « Liberté, Égalité, Démocratie », fait naître un espoir de voir éclore une « communauté politique » capable de rivaliser avec les partis de l'actuel majorité (Le PiS travaille au parlement avec le parti personnel de M. Kukiz, un chanteur reconverti dans la politique nationaliste).

Même inquiétude sur les plans international et européen. La méfiance vis-à-vis de la Pologne de Kaczyński règne chez ses partenaires traditionnels ainsi qu'auprès des investisseurs et les agences de notations.

Il n'est désormais plus possible de considérer cette poussée national-catholique et antieuropéenne comme une simple tentation de la démocratie illibérale, elle doit plutôt être vue comme un projet d'instauration durable d'une autocratie ou d'une « démocratie souveraine » dont la Russie de Poutine semble être le modèle, au moins autant que la Hongrie de Viktor Orbán. Les mobilisations citoyennes sont dorénavant un grand espoir pour les démocrates polonais. Si elles n'ont pas d'impact immédiat sur la conduite du pouvoir en place, elles le déstabilisent au point où il doit désormais mettre en œuvre tout une machine de propagande pour les minimiser, les caricaturer et contester leur caractère massif et porteur de revendications démocratiques. Ainsi, les médias publics redoublent-ils d'efforts pour montrer des rues presque vides pendant les manifestations du KOD et ne les couvrent que très partiellement. Pour détourner l'attention d'une partie de l'opinion publique de la manifestation du 7 mai dernier en faveur de l'Europe, la télévision publique a diffusé en même temps un chat de téléspectateurs avec Jaroslaw Kaczyński et un reportage sur une manifestation de l'extrême droite qui se déroulait le même jour, mais dont l'ampleur était incomparable. Elle n'a d'ailleurs pas cité le chiffre de 250 000 manifestants, annoncé par la mairie, mais l'a grossièrement ramené à 30-40 000 participants.

Face au tournant autoritaire et eurosceptique pris par la Pologne et d'autres pays de la région, des mises en gardes multiples de l'UE, du Conseil de l'Europe ainsi que les pressions américaines ne font pas céder les pouvoirs en place. Alors que l'UE peinait à trouver des réponses adéquates à l'encontre de Viktor Orbán et réagit plutôt mollement aux violations de l'État de droit en Hongrie, elle n'a pas tardé à durcir le ton vis-à-vis du gouvernement polonais national-populiste<sup>18</sup>.

---

<sup>17</sup> Sondage ARIADNA, le 6 mai 2016, <http://tajnikipolityki.pl/sondaz-duze-poparcie-dla-dzialan-kod/>

<sup>18</sup> Le président du Parlement européen Martin Schulz a estimé que « ce qui se passait en Pologne avait le caractère d'un coup d'État et est dramatique », entretien accordé le 14 décembre à la radio allemande *Deutschlandfunk*, le 14 décembre 2015. Le vice-président de la Commission européenne, Frans Timmermans a rappelé que « La liberté et le pluralisme des médias sont cruciaux dans une société pluraliste dans un État membre respectueux des valeurs communes sur lesquelles l'Union est fondée ». Le 19 janvier 2016 un débat a eu



Dans une Europe où les tendances populistes et d'extrême droite, toutes plus ou moins mues par la volonté de rendre l'Union européenne inopérante, se répandent dangereusement, « le cas polonais », qui s'ajoute à celui de la Hongrie et d'autres pays de la région, fait peser un risque réel sur les fondements démocratiques de l'Union européenne. Raison de plus pour que l'UE réagisse politiquement et montre qu'elle n'est pas une coquille vide sans consistance. Les démocrates de toute l'UE, conscients que la Pologne pourrait, hélas, ne pas être le dernier pays en Europe à prendre le chemin de l'autoritarisme, ne devraient pas laisser seule la société civile polonaise, revigorée et mobilisée depuis novembre dernier. Pour faire face à la « tyrannie de la majorité », elle a plus que jamais besoin du soutien de l'Europe et des Européens ; peut-être arrivera-t-on ainsi à éviter ensemble une nouvelle fracture qui pourrait s'avérer fatale pour l'UE.

Finalement, c'est peut-être le caractère de spectacle-kitsch qui sera le talon d'Achille de ce pouvoir qui ne craint rien tant que le rire et la satire. Avec leur sens de l'humour à toute épreuve, les Polonais se consolent et trouvent le remède à leur propre malaise en racontant des anecdotes sur la réalité qui les entourent, les médias sociaux y aidant fortement. Car, comme leur avait enseigné leur grand poète du temps de l'épreuve communiste, Zbigniew Herbert, c'est une « question de goût<sup>19</sup> ».

Publié dans [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr), le 22 juin 2016

© [laviedesidees.fr](http://laviedesidees.fr)

---

lieu au Parlement européen sur l'État de droit en Pologne, de même que Bruxelles a brandi la menace d'une procédure pour atteinte à l'État de droit.

<sup>19</sup>. Zbigniew Herbert, « Potęga smaku », [La puissance du goût], », in *Raport z oblezonego miasta i inne wiersze* [Rapport de la ville assiégé et autres poèmes], Paris, Institut Littéraire, 1983 (en polonais). Traduit par Jacques Donguy et Michel Maslowski. In. Joanna Nowicki (dir.), « Hermès, La Revue », C.N.R.S. Éditions, 2010/3, n° 58, p. 23-28.

« Cela n'exigeait pas grand caractère  
Nous avons juste ce qu'il faut de courage nécessaire  
Mais au fond c'était une question de goût  
Oui de goût  
Qui nous fait sortir la grimace, murmurer un sarcasme  
Même si à la suite de cela devait s'écrouler le chapiteau  
inestimable du corps, la tête. »